

2018

PLAN STRATEGIQUE 2018-2022

Contact

z.ngombalasiswa@i3d-rca.org

e.mbayelao@i3d-rca.org

TABLE DES MATIERE

RESUME EXECUTIF.....	2
INTRODUCTION	3
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ELABORATION DU PLAN STRATEGIQUE.....	4
II. PRESENTATION DE L'INITIATIVE POUR LA DEMOCRATIE ET LA DEVELOPPEMENT DURABLE (I3D) 6	
2.1. Historique de l'organisation	6
2.2. Les points forts / succès ?.....	6
2.3. Les instances de gouvernance de l'organisation.....	8
2.4. Organigramme de l'I3D	9
2.5. Valeurs et Principes.....	9
2.6. Les ressources financières.....	10
3. CADRE STRATEGIQUE	11
3.1. Vision de l'I3D.....	11
3.2. Mission	11
3.3. Axes stratégique 2018-2022.....	11
4. Cadre logique du plan stratégique	13
5. Estimations budgétaires par projet.....	22
6. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	24
6.1. Structure de l'I3D.....	24
6.2. Suivi et évaluation des activités de l'I3D	24
6.2.2. Les principes de base du système de S&E de l'I3D.....	26
6.2.3. Les besoins en informations des différentes parties prenantes	26
6.2.4. La collecte des données	26
6.2.5. La saisie et le stockage des données	27
6.2.6. La réflexion et l'analyse critiques	27
6.2.7. La restitution, le partage des connaissances et le reportage.....	28
7. les parties prenantes	28

RESUME EXECUTIF

Le présent plan stratégique fixe les orientations stratégiques de l'Initiative pour la Démocratie et le Développement Durable (I3D) pour la période de 2018 à 2022. Il est élaboré sur la base du contexte des interventions et de la capacité et des aspirations de l'I3D.

Sur la base du monitoring de la vie sociopolitique Centrafricaine ainsi que de son interaction avec les acteurs, l'I3D a identifié une série de questions auxquelles fait face la gouvernance des ressources naturelles. Par la mise en œuvre de ce plan stratégique, l'I3D entend contribuer à court terme, à endiguer entre autres les problèmes suivants :

- L'insuffisante sensibilisation/formation des populations sur les questions de Droits Humains, droits et devoir des citoyens, éducation et de l'environnement;
- La faible participation et implication citoyenne à la gestion des ressources naturelles et l'absence du contrôle citoyen des actions publiques locales, qui s'expliquent par deux faits majeurs : l'impunité et malversation financière par autorité ; accentuée par l'absence de recours citoyens. Ce qui crée un désintéressement des citoyens au développement de leur collectivité;
- La faible implication des communautés locales à la gestion des ressources naturelles et le partage des bénéfices issus de celles-ci ;
- L'absence de leadership pour le développement local ;
- Le poids de l'assainissement sur le développement socio-économique.

Dans ce sens, quatre axes stratégiques suivants sont identifiés pour être mis en œuvre :

- Citoyenneté et les Droits Humains
- Gestion participative des ressources naturelles
- Autonomisation des communautés locales et autochtones (CLA) ; et
- Renforcement des capacités internes

Le plan stratégique sera mis en œuvre à travers des plans d'action annuels et projets pour des parties spécifiques, accompagné par des budgets annuels et par projet. Outre les revues annuelles, évaluation à mi-parcours, des rapports d'activités et résultat atteint permettront de suivre son exécution, efficacité/impact de façon régulière.

Le présent document, en plus d'être un outil de travail pour I3D, s'adresse également aux partenaires techniques et financiers de l'I3D mais aussi des personnes de bonne volonté qui sont disposés à apporter un appui pour sa mise en œuvre.

INTRODUCTION

L'initiative pour la Démocratie et le Développement Durable (I3D) est une organisation non gouvernementale de droit Centrafricain. Elle œuvre pour l'autonomisation des communautés locales afin que celles-ci soient disposées à participer activement à la gestion durable de leur ressources naturellement d'une part, et ayant les moyens pour subvenir à leurs besoins tant économique et sociale, elles peuvent s'engager dans la protection de leurs droits d'accès et de partage équitables sur les ressources naturelles d'autre part.

Depuis son fonctionnement effectif, l'I3D s'est renforcée sur le plan organisationnel grâce à l'appui technique de l'ONG Anglaise Well Grounded et a accompagné les communautés locales dans le processus de la bonne gouvernance afin que celles-ci aient un pouvoir réel de contribuer au respect de Droits Humains, à la gestion durable des ressources naturelles et partage équitable des bénéfices. Mais tout cela s'est fait de façon ad hoc et en dehors d'un plan cohérent collaborativement conçu par le personnel de l'I3D, ce qui n'a pas favorisé une grande lisibilité, visibilité, cohérence de ses actions.

Ainsi, pour une maximisation de ses capacités et une approche plus stratégique dans ses interventions, il est apparu urgent pour l'I3D de se doter d'un plan stratégique. La nécessité de disposer d'une stratégie est née de la volonté d'améliorer l'organisation et les performances de l'I3D pour mieux atteindre ces résultats et d'avoir un impact sur la gestion durable des ressources naturelles et les droits des populations locales et autochtones dans la gouvernance forestière.

Le présent plan stratégique vise à fixer les grandes orientations des actions de l'I3D pour les quatre années à venir.

Il est organisé en deux grandes parties :

1. L'analyse de la situation ;
2. Présentation d'I3D
3. Le cadre stratégique.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ELABORATION DU PLAN STRATEGIQUE

Cette section présente les enjeux et défis en matière de la gestion participative des ressources naturelles sur la bases desquelles I3D s'appui pour définir les domaines d'activités prioritaires afin d'apporter des réponses aux contraintes identifiées. Il est ressorti de cette analyse non seulement des contraintes faisant obstacle à la mise en œuvre de la concertation multi acteurs autour des permis forestiers mais aussi des opportunités sur lesquelles pourraient s'appuyer éventuelle initiative.

➤ Enjeux et défis dans la gestion participative des ressources naturelles

Taux d'analphabétisme dans les communautés locales

L'analphabétisme (45% au niveau national) reste et demeure un problème crucial dans la mise en œuvre de tous les processus impliquant communautés locales. Elles ont de ce fait du mal à accéder, de façon générale, aux informations relatives à la gouvernance et le partage des bénéfices issus de l'exploitation des ressources de leurs localités. Les communautés forestières sont donc souvent très incapables de, par méconnaissance des textes de Loi, mener des plaidoyers relatifs à leurs droits (y compris le droit de participer aux discussions relatives à la gestion des Permis d'Exploitation et d'Aménagement (PEA)).

Infrastructure socio-économique manquante

Le manque d'infrastructure socio-économique accroît la vulnérabilité des CLA. Celles-ci éprouvent un sentiment d'abandon et ne peuvent s'intéresser à participer de manière active à la gestion des ressources. Alors, une crise de confiance s'installe entre elles et les exploitants forestiers, voir même l'institution en charge de la forêt qu'elles considèrent au solde des entreprises d'exploitation forestière.

Gouvernance forestière et gestion durable des ressources naturelles limitée

La gestion durable des ressources naturelles en Centrafrique, si elle est acceptable du point de vue arsenal juridique, substantiellement, elle a du mal dans la pratique; elle se caractérise en effet par le pouvoir de décision entre les mains des nantis au détriment des communautés locales qui ne tirent profit de leurs richesses.

Or la bonne gouvernance est essentielle au développement durable. " De solides institutions démocratiques à l'écoute des besoins des populations et la mise en place de meilleures infrastructures sont à la base d'une croissance économique soutenue, de l'élimination de la pauvreté et de la création d'emplois..¹.

¹ Plan d'action issu du Sommet de Johannesburg, chapitre 138 de la résolution 2 (2002)

En dépit des ressources naturelles abondantes que la RCA dispose, quelques contraintes à la gestion durable demeurent. La politique forestière centrée sur la filière du bois n'a pas favorisé un modèle de gestion durable des produits forestiers non ligneux (PFNL) qui est un secteur qui intéresse particulièrement les communautés locales et surtout les femmes.

La gouvernance forestière en cours n'est pas adaptée (l'accent est beaucoup plus mis sur l'exploitation de bois d'œuvre et non la transformation, valorisation et la commercialisation des produits forestier) au contexte actuel de développement économique tel que prôné par le gouvernement. À cela s'ajoute d'autres défis sociaux, économiques, et politiques ne favorisent pas un développement durable du secteur forestier.

L'information du publique, la réalisation d'étude d'impact environnemental préalable à la réalisation du projet minier, la présence des enfants sur les sites d'orpaillage qui compromet gravement leur santé et leur droit à l'éducation et un mécanisme formel de partage de bénéfice issus de l'exploitation de ces ressources sont sources de tension entre les communautés et les exploitants.

En matière de coexistence entre les communautés locales et les organismes de conservation, les entreprises forestières et minières, beaucoup reste à faire pour que ces firmes respects le droits de communautés et leur engagement au regard des exigences réglementaires. Il y a lieu d'intensifier la sensibilisation des communautés pour que les différents groupes sociaux prennent l'habitude de gérer les conflits dans le strict cadre des règles légitimement établies.

Le présent plan stratégique entre dans le cadre de la volonté des dirigeants de l'I3D de mieux orienter leurs actions pour promouvoir la bonne gouvernance des ressources naturelles, le renforcement des capacités des communautés locales à jouir de leurs droits et de leur rôle dans la gestion des ressources naturelles dans leur localité. L'I3D espère par la mise en œuvre de ce plan, contribuer à améliorer les défis rappelés ci-haut.

II. PRESENTATION DE L'INITIATIVE POUR LA DEMOCRATIE ET LA DEVELOPPEMENT DURABLE (I3D)

2.1. Historique de l'organisation

L'Organisation Non Gouvernementale (I3D) est créée sur l'initiative des jeunes mobilisés et engagés pour que les objectifs du processus du Développement Humain et de gestion Durable des Ressources Naturelles dans le monde en général et en République Centrafricaine en particulier soient atteints. I3D est une association à caractère apolitique et laïc, à but non lucratif, chargée de la promotion d'un Etat de droit et du bien-être des citoyens. Créée en 2009 sous l'appellation d'« Association pour la Promotion de l'Hygiène, Eau, Assainissement et Développement Durable (APHEADD) », elle a focalisé son intervention dans le secteur de l'assainissement et de la gouvernance forestière.

☞ Pourquoi APHEADD est devenue aujourd'hui I3D ?

La crise militaro politique de 2013-2014 y a fait pour beaucoup : (i) la crise a mis à jour l'« irresponsabilité de la classe politique centrafricaine » (selon certains observateurs) qui d'une crise politique s'est soldée en affrontement intercommunautaire prenant ainsi une dimension confessionnelle ; (ii) pour être succinct, la jeunesse centrafricaine s'est illustrée dans les actes d'incivisme sans pareil pendant cette crise ;

De ces constats, réunis en Assemblée Générale Extraordinaire en juillet 2015, les membres de l'APHEADD ont analysé l'environnement sociopolitique de la RCA et ont décidé d'assigner d'autres objectifs à l'association, notamment la promotion de la démocratie. Cet objectif a obligé l'assemblée à changer la dénomination d'où l'appellation de l'I3D.

3.2. Les points forts / succès ?

En 2015, l'organisation, suite à la crise qu'a connue le pays et pour prendre en compte la question des droits humains dans ses objectifs, elle a changé de dénomination et devient Initiative pour la Démocratie et le Développement Durable. Dans la foulée, I3D a tissé de partenariats avec NED qui a abouti en 2015 à la signature d'une convention de financement du projet « Appui à la Construction de la citoyenneté Responsable au profit 10 000 habitants de l'OMBELLA-MPOKO pour la Consolidation de la paix » et dont les résultats réussis ont poussé NED à financer à nouveau deux autres projets respectivement en 2016 et en 2017. A savoir :

- « Participation citoyenne au renforcement de la gouvernance locale et redéveloppement dans la commune de Bimbo »
- « renforcement du rôle des organisations de la société civile dans la résolution démocratique de conflits dans les communes de Begoua, Boali et Bossembelé »

En 2014-2016, I3D a organisé les communautés locales de la zone forestière de Bimbo en Comité Villageois pour la Gouvernance Forestière (CVGF) grâce à l'appui de programme EFN-Grants de WWF-US. Les actions de prise de conscience citoyenne avec NED et notre présence accrue sur le terrain auprès des communautés mais surtout la mise en place des structures villageoises pour la surveillance des forêts ouvrent de nouvelles perspectives pour l'I3D.

Les résultats des activités des CVGF ont été appréciées² par l'administration en charge des forêts et les fond mondial pour la nature (WWF) qui a permis, avec l'appui financier de l'Union Européen (UE) dans le cadre du Fond BEKOU, de répliquer le model dans la Lobaye et Sangha Mbaéré.

En outre, la présence d'I3D sur le terrain à côté de communauté lui a permis à ce que l'organisation du système des nations unies notamment UNICEF et FAO s'appuie sur I3D pour la distribution des kits agricole et la mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par les communautés.

I3D a également tissé des liens avec organisations de la société civile et des institutions partageant les mêmes objectifs au niveau national, régional et international. C'est ainsi que le chargé de programme de l'I3D est devenu le chargé de programme de la plateforme de la société civile Centrafricaine de la Gestion Durable des Ressources Naturelle et de l'Environnement (GDRNE) auquel I3D est membre depuis 2012. Aussi de collaborer avec Well-Grounded et le REDHAC (Réseau de Défenseurs des Droits Humains de l'Afrique Centrale) en 2017. L'appui technique de Well-Grounded a permis à ce que deux de ces cadres bénéficient d'un programme de leadership. De même que l'appui dans la révision de son plan stratégique, manuel de procédure et plan de communication.

- **Les faiblesses/défis de l'I3D**

La principale faiblesse concerne la mobilisation des ressources, spécifiquement financière. Les principales ressources de l'I3D proviennent des subventions extérieures. Elle a peu accès aux financements locaux et la contribution/cotisation³ des membres reste insuffisante. L'insuffisante diversification des sources de financements⁴ est aussi un maillon faible qui peut compromettre l'atteinte des objectifs de l'I3D. Une insuffisance de ressources financières a quelque fois freiné⁵ les élans de l'I3D vis-à-vis des attentes des populations, le cas du projet de renforcement de capacités des communautés locales sur la surveillance communautaire de la forêt ainsi que la mise en œuvre de la stratégie de reconversion des scieurs.

- **Les opportunités**

- **Partenariats**

En termes de partenariat, le succès des projets cités ci-haut offre d'abord de nouvelles perspectives à l'I3D, dont la disponibilité du NED à soutenir l'I3D dans la réalisation de programmes futurs. Ensuite, la collaboration avec la FAO et l'UNICEF est une opportunité non négligeable pour I3D dans la soumission de ces projets. De même, l'accompagnement de Well-Grounded dans le développement organisationnel permettra à I3D de combler ce défis et d'être plus visible tant dans ses activités mais également dans la mobilisation des

² Le Ministère en charge de forêt s'est approché d'I3D pour l'accompagner dans le processus de reconversion des scieurs clandestin. Cependant l'instabilité des cadres au sein du département n'a fait que cet appui tard encore.

³ Chaque membre doit payer des cotisations annuelles selon le texte statutaire de création de l'I3D

⁴ Les financements de l'I3D dépendent des projets acceptés par les bailleurs, donc difficile de données une fourchette fixe

⁵ I3D a réussi des appuis ponctuels qui ne lui permet pas de couvrir l'ensemble de ces activités.

ressources en passant par le renforcement des capacités organisationnels et la durabilité et autonomie de l'organisation.

☞ **Retour de la Paix**

Dans l'environnement sociopolitique, il est à noter que la fin de la transition offre l'occasion de renforcer les actions en vue d'une participation effective et efficiente des citoyens, à apaiser les conflits et tensions afin de renforcer la confiance mutuelle pour des sociétés plus justes et mieux partagées. Enfin, les différentes crises qu'a connues le pays interpellent l'I3D par rapport à l'accompagnement des citoyens dans la promotion des droits humains et de la démocratie au niveau local pour une société paisible et juste. De même l'amélioration des conditions socio-économiques des populations.

• **Les menaces**

La menace qui entraverait la mise en œuvre du présent plan stratégique est sans conteste le déficit de financement. Cela va dépendre de la capacité de l'I3D à mobiliser les ressources pour la mise en œuvre dudit plan. Des troubles sociopolitiques qui entraveraient le bon fonctionnement des institutions pourraient aussi constituer une menace pour la mise en œuvre de certains projets. Le manque des ressources durables pourraient être un facteur d'instabilité du personnel.

Enfin pauvreté et les manques des infrastructures socio-économiques de base pourraient amener les populations à se concentrer d'avantage sur l'amélioration de leur condition de vie, ce qui les empêcherait

2.3. Les instances de gouvernance de l'organisation

Les organes de gouvernance d'I3D sont:

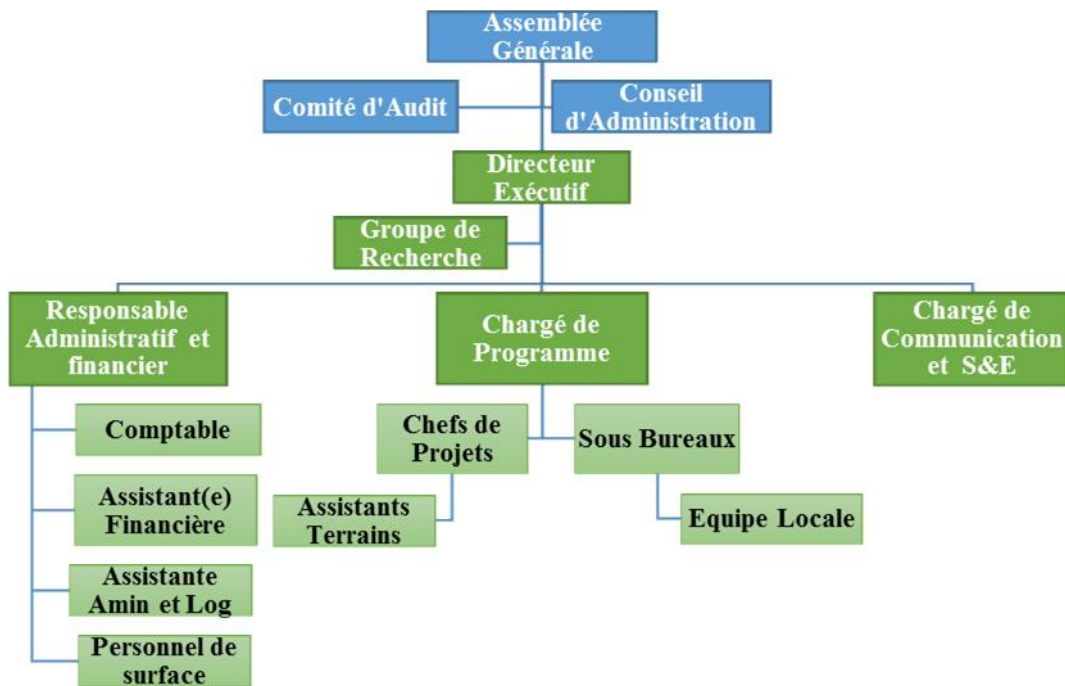
Assemblée Générale : Elle se réunit une fois par an et est l'organe souverain de l'association. Elle représente l'universalité de ses membres et a pour compétence de :




- ☞ Adopter et approuver la stratégie et la politique générale de l'association
 - ☞ Elire les membres du Conseil d'Administration et nommer les commissaires aux comptes de l'association
 - ☞ Accorder au Conseil d'Administration les autorisations nécessaires pour tout acte excédant les pouvoirs attribués audit bureau.
 - ☞ Adopter les rapports d'activités présentés par le Conseil d'Administration et le rapport des commissaires aux comptes de l'association
 - ☞ Approuver le plan d'action et le budget y afférent établi par le Directeur Exécutif au début de chaque exercice
 - ☞ Approuver les comptes de l'Association, commettre les audits ou mission de contrôle des comptes et de la gestion du Conseil d'Administration qu'elle juge nécessaire.
- **Conseil d'Administration**; il est l'organe d'administration et de gestion de l'I3D. Il met en œuvre les décisions conformément aux directions fixées par l'Assemblée

Générale. Le conseil d'administration se réunit trimestriellement avec la direction exécutive pour le suivi et évaluation des activités.

- **Le Comité d'audit**, un organe chargé de faire le contrôle général du fonctionnement et de gestion de l'organisation. Il est un auditeur interne de l'organisation ;
- **Direction Exécutive**. Elle est l'organe technique de l'I3D, la cheville ouvrière de l'organisation. Elle dispose d'un personnel permanent composé: d'un Directeur Exécutif (DE), d'un Chargé de Programme, un Responsable Administratif et Financier (RAF), un (e) Responsable en Communication et Suivi-Evaluation ;
- **Groupe de Recherche** : Le groupe de recherche est l'organe scientifique de l'I3D. Il mène des recherches sur les domaines d'action de l'organisation, organise des manifestations scientifiques, publie les informations, accueille et encadre les étudiants dans le cadre de stage et appui le Chargé de Programme dans les collectes des données des nouveaux projets.

2.4. Organigramme de l'I3D



Conseil d'administration 	Direction Exécutive 	Programme Administration et finance 
---	--	---

2.5. Valeurs et Principes

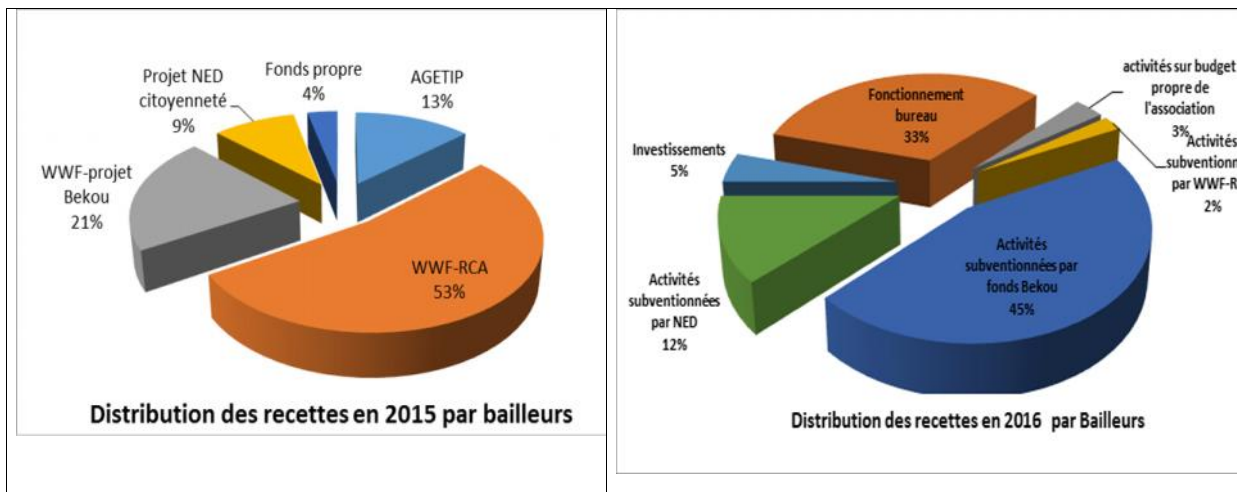
- **Participation** : pour que les communautés s'engagent effectivement dans la gestion des ressources naturelles, il faut que leur participation et celles des autres parties prenantes soit active par leur implication directe dans la mise en œuvre des activités, prise de décisions et avec le focus sur leur autonomisation.

- **Honnêteté** : l'honnêteté est une étape importante vers la redevabilité, pour une implication et participation effective de toutes les parties prenantes dans la gestion des ressources naturelles ;
- **Responsabilité professionnelle** : la responsabilité et le professionnalisme doivent guider les actions du personnel de l'organisation pour accroître son rendement afin de faciliter l'atteinte de ses objectifs
- **Diversité culturelle** : l'organisation travaille avec toutes les couches sociales de manière inclusive

2..6. Les ressources financières

Les ressources financières de l'I3D proviennent essentiellement des droits d'adhésion et des cotisations des membres ; des financements reçus des partenaires financiers ; des dons et legs et des produits de prestations de l'organisation.

Répartition des ressources des deux dernières années sur la base de budget de 2015 et 2016.



3. CADRE STRATEGIQUE

Ce plan stratégique est élaboré de manière participative avec le concours de tout le personnel de la direction exécutive et validée à l'assemblée générale par tous les membres. C'est le cadre d'action de l'organisation pour les années 2018-2022. Le cadre stratégique explique la vision, la mission et détaille les axes stratégiques. Le cadre logique permet de présenter les objectifs stratégiques, les résultats ainsi que les indicateurs.

3.1. Vision de l'I3D

La vision de l'I3D à l'horizon 2022 est de voir les communautés locales et autochtones organisées, qui ont un pouvoir réel et leur participation à la gestion durable des ressources naturelles est effective.

Pour I3D, la participation effective des Communautés Locales et Autochtones est la condition sine qua none de gestion durable des ressources naturelles. Pour ce faire, l'organisation des CLA, le renforcement de leurs capacités sont des préalables pour une participation active

3.2. Mission

L'ONG I3D, se donne comme mission d'accompagner les Communautés Locales et Autochtones à s'organiser pour un engagement effectif et significatif dans la bonne gouvernance des ressources naturelles.

Pour arriver à la participation effective des CLA dans la gestion durable des ressources naturelles, cet idéal pour lequel l'I3D rêve, elle se donne pour mission d'accompagner à travers les renforcements des capacités les CLA à s'organiser pour un engagement effectif et significatif afin qu'elles jouent pleinement leurs rôles comme parties prenantes de la bonne gouvernance des ressources naturelles

3.3. Axes stratégique 2018-2022

En renforçant ses capacités sur le organisationnel et institutionnel, I3D sera en mesure d'œuvrer pour l'autonomisation des communautés locales afin que celles-ci soient disposées à participer activement à la gestion durables de leur ressources naturellement d'une part, et ayant les moyens pour subvenir à leurs besoins tant économique et sociale, elles peuvent s'engager dans la protection de leurs droits d'accès et de partage équitables sur les ressources naturelles d'autre part. C'est en cela que se résume les quatre axes stratégiques.

Au regard des défis, compétences et expériences d'I3D a identifié 4 axes à savoir :

- ✚ Citoyenneté et droits humains ;
- ✚ Gestion participative des ressources naturelles
- ✚ Autonomisation des communautés locales
- ✚ Renforcement des capacités internes de l'I3D

Les objectifs, les domaines d'activités et les activités principales par axes ainsi les indicateurs et résultats sont contenu dans le tableau de cadre logique ci-dessous

Tableau1 : Axes, objectif et domaine d'activités

Axes	Objectif par axe	Domaine d'activités
Citoyenneté et Droits Humains	Eduquer les communautés et Promouvoir la dignité Humaine	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion des droits de l 'homme - Participation citoyenne
Gestion Participative des Ressources Naturelles	Faciliter l'implication effective des CLA dans la gestion de leurs ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> - Lutte contre l'exploitation illégale - Gestion concertée des ressources forestière - Genre et gouvernance forestière
Autonomisation des CLA	Amener les CLA à être disponible à s'organiser pour la Gestion Durable de leurs Ressources Naturelles.	<ul style="list-style-type: none"> - Appui aux initiatives communautaires - Accompagnement des ménages pauvres, des associations paysannes à l'auto prise en charge - Développement des activités agro-sylvo-pastorales et autres activités génératrices de revenus - Micro- crédit (sécurisation des revenus)
Renforcement de Capacité Interne	Permettre à l'I3D de Disposer le moyen pour la mise en œuvre de sa mission.	<ul style="list-style-type: none"> - informatisation des systèmes de gestion d'I3D - Renforcement de capacités en technique d'animation d'un atelier et organisation des formations - Renforcement de capacité en gestion axée sur le résultat et suivi-évaluation

4. Cadre logique du plan stratégique

Vision		Indicateur d'impact	
Les Communautés locales sont organisées et ont un pouvoir réel, leur participation à la Gestion Durable des Ressources Naturelles est effective		Après quatre ans de la mise en œuvre du plan stratégique 60% des CLA organisés deviennent autonomes et décident de la façon dont leur ressources doivent être gérées	
Mission		Mesurer les succès	
Accompagner les Communautés Locales et Autochtones à s'organiser pour un engagement effectif et significatif dans la bonne gouvernance des ressources naturelles.		Au bout de quatre ans, les communautés dans la zone d'intervention de l'I3D s'engagent pour la bonne gouvernance de leur ressource naturelle et droit humain	
Axes Stratégique	Objectifs	Résultats (effets indirect)	Indicateur d'effets indirect
1. Citoyenneté et droits humains	1. Eduquer les communautés au respect de la dignité Humaine	Dans les zones d'intervention de l'I3D, les communautés éduquées connaissent leurs droits et leurs dignités sont respectées	<ul style="list-style-type: none"> – D'ici 2022, au 35% des jeunes dans la zone d'intervention de l'I3D ont un comportement citoyen – D'ici 2022, le taux de scolarisation augmente de 5%, et 60% des parents s'investisse dans l'éducation de leurs enfants D'ici 2022, au moins 50% des filles scolarisées connaissent leurs droits.
2. Gestion participative des ressources naturelles	2. Faciliter l'implication effective des CLA dans la gestion de leurs ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> – Un dialogue multi-acteur est en place pour établir un consensus national sur ces modèles de gestion communautaire des forêts et soutenir l'élaboration de dispositions légales, avec une participation efficace et significative des communautés 	<ul style="list-style-type: none"> – Au moins un atelier multi-acteur est organisé, afin de présenter la vision des communautés et d'échanger sur différents points de vue. – Au moins 3 recommandations juridiques sont soumises au gouvernement pour élaborer la formalisation du cadre de concertation – au moins 25% des instances de gestion des ressources naturelles sont dirigées par les femmes – 35% des membres des communautés cibles sont formés à la surveillance et à la dénonciation des illégalités. – au moins 45% des scieurs ayant abandonné le scillage artisanal et disposant un permis artisanale

		<p>forestières.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les acteurs du sciage illégaux sont organisés et disposent le permis d'exploitation artisanale 	
3. Autonomisation des communautés locales	3. Amener les CLA et en particulier les femmes à subvenir à leur besoin et à s'organiser pour la Gestion Durable de leurs Ressources Naturelles.	Des stratégies pour l'amélioration des moyens de subsistance sont mises en œuvre dans des communautés ciblées, avec un système équitable de redistribution des bénéfices	<ul style="list-style-type: none"> - Un soutien technique et matériel pour faciliter les activités génératrices de revenus (AGR) est fourni à 30% de population de la zone du projet - Une augmentation 10% des revenus communautaires grâce au commerce légal de la viande de brousse (des espèces non protégées exploitées de manière durable), en raison de la diminution du commerce illégal. - Au moins deux sources de revenus diversifiées grâce au soutien aux activités alternatives.
4. renforcement des capacités internes	4. Permettre à l'I3D de Disposer le moyen pour la mise en œuvre de sa mission.	I3D dispose des moyens conséquent et une flexibilité pour et dans la mise en de sa mission	opérationnalisation d'au moins deux organes encore non fonctionnel de l'I3D

Axe stratégique 1 : **citoyenneté et droits humains**

Objectif 1 : **Eduquer les communautés et Promouvoir la dignité Humaine**

Domaine d'activité 1.1	Mesurer les succès	
	Résultats à atteindre (effet direct)	Indicateur d'effets direct
Promotion des droits humains	les textes nationaux et internationaux sont connus et respectés par les différents acteurs	D'ici 2021, les droits fondamentale sont de plus en plus protégés
Activités	Output	Indicateur d'output
1.1.1 Eduquer et outiller les jeunes sur les fondamentaux en matière des droits humains	<ul style="list-style-type: none"> - La culture de droits humains est ancrée chez les jeunes - les violations des droits humains auxquelles les jeunes sont responsables sont en régression - 	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici 2022, 35% de jeunes dans la zone d'intervention de l'I3D sont «éduqués à la culture de droits humains - Au moins 30 % des jeunes dans les zones d'intervention de l'I3D deviennent des défenseurs des droits humain d'ici 2022
1.1.2 Promouvoir des Droits et Devoirs des communautés locales	<ul style="list-style-type: none"> - Les CLA sont capable de faire la différence entre leur droit et devoir ; - 	D'ici 2022, 50% des leaders communautaires sont outillés sur leur droit et devoir
1.1.3 Scolariser des enfants démunis et orphelins de guerre dans la commune de Bossembélé	<ul style="list-style-type: none"> - Les orphelin et enfants démunie ont les chances comme tous autres enfants ont droit à l'éducation 	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 45% des orphelins et enfants démunis ont un niveau terminal d'ici 2022 - 25% de leurs parents ont améliorés leur situation financière et sont en mesures d'assurer leur éducation
1.1.4 Promouvoir de l'enregistrement des naissances et des enfants non déclarées dans la commune de Nola et Bayanga	<ul style="list-style-type: none"> - Les populations, notamment les femmes reconnaissent l'importance de la déclaration à la naissent connaissent les procédures de déclaration des naissances à l'état civil - Des mécanismes de suivi communautaires de déclaration des naissances dans les délais sont mis en place en place dans 300 villages - 	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 60% des enfants dans la zone cible sont déclaré à à leur naissance d'ici 2022 - 50 % des parents déclarant leur enfant à la naissance à l'état civile - Nombre de cadre d'état civil formé et les centres dotés - 100 % des centres d'état civil des deux communes ont les compétences et le matériel pour fournir des prestations de qualité indicateur

		– 10 structures sanitaires des deux communes contribuent à l'enregistrement des naissances indicateur
--	--	---

Domaine d'activité 1.2	Mesurer les succès	
	Résultats à atteindre (effet direct)	Indicateur d'effets direct
Participation citoyenne	Les jeunes et les femmes participent et sont représentés dans les instances de prise de décision	Nombre des représentants de jeune et femmes dans les instances de la prise de décision
Activités	Output	Indicateur d'output
1.2.1 Appuyer à l'éducation civique et à la citoyenneté en vue de la consolidation de paix dans l'Ombella M'poko	<ul style="list-style-type: none"> – Des cadres d'échange et de partage mise en place dès les villes – Des animateurs communautaires des cadres d'échange et de partages formés et promeuvent la culture de la paix 	<ul style="list-style-type: none"> – au moins 20 de cadre d'échange et de partage mise en place d'ici 2022 dans la zone cible de l'I3D. – au moins 100 animateurs formés pour le fonctionnement du cadre d'échange et de partage
1.2.2 participer citoyenne au renforcement de la gouvernance locale et redevabilité	<ul style="list-style-type: none"> – Les capacités d'un réseau d'OSC par commune ciblée sont renforcées sur la bonne gouvernance, la démocratie participative et les droits humains – Les élus locaux initient un dialogue citoyen en utilisant des outils de redevabilité sociale et prennent en considération l'approche genre dans la mise en œuvre des politiques publiques égalitaires. 	<ul style="list-style-type: none"> – Au moins 10 session de formation organisées dans dix commune d'ici 2022 en faveur des réseaux d'OSC <p>Au moins un dialogue citoyen initié par les élus locaux dans 10 communes d'ici 2022</p>

Axe stratégique 2 : **Gestion Participative des Ressources Naturelles**

Objectif 2 : Faciliter l'implication effective des CLA dans la gestion de leurs ressources naturelles

Domaine d'activité 2.1	<i>Mesurer les succès</i>	
	Résultats à atteindre (effet direct)	Indicateur d'effets direct
Lutte contre l'exploitation illégale	Baisse des coupes illégales clandestines autours de Bangui	60% de bois de sciage artisanal proviennent des permis artisanaux
Activités	Output	Indicateur d'output
2.1.1 Sensibiliser/informer les scieurs clandestins sur les procédures d'obtention de permis artisanaux	Des scieurs illégaux clandestins ont des permis artisanaux	30% des de scieurs illégaux clandestin disposant un permis en 2022
2.1.2 structurer des anciens scieurs en groupement d'intérêts socio-économique	Des scieurs clandestins abandonnent leur activité illégale et s'organise en groupement d'intérêt économique fonctionnel	25% de groupement d'intérêt économique des anciens scieurs clandestin mise en place et fonctionnel 50% des groupements d'intérêt économique des scieurs ont un business plan
2.1.3 accompagner des scieurs dans l'élaboration d'un plan simple de permis artisanal de coupe ainsi que les démarches d'ostension	Un plan de la gestion simple adaptée aux permis artisanaux élaborés, validé et accepter par le gouvernement	au moins 30% des scieurs disposant un permis sont accompagnés dans l'élaboration du plan de simple de gestion de permis artisanal

Domaine d'activité 2.2	Mesurer les succès	
	Résultats à atteindre (effet direct)	Indicateur d'effets direct
Gestion concerté des ressources forestière	Les ressources forestière sont gérées équitablement et de manière durable	Participation des CLA dans les décisions concernant la gestion de leur ressource
Activités	Output	Indicateur d'output
1.2.1 Renforcer de capacités des communautés locales sur les aspects sociaux de l'aménagement et la mise en œuvre du plan d'aménagement	<ul style="list-style-type: none"> – Les aspects sociaux du plan d'aménagement maîtrisés par les CLA – Les CLA sont impliquées dans la mise en œuvre du plan d'aménagement 	<p>Au moins 30% des conflits entre les CLA et les concessionnaires forestiers sont en baisse d'ici 2022</p> <p>Au 40 % des activités sociales à mettre en œuvre au sein des CLA basé sur le plan d'aménagement d'ici 2022</p>
1.2.2 faire un plaidoyer auprès des acteurs étatique pour la mise en place d'un cadre de concertation multi-acteur	Un cadre de concertation multi-acteur mis en place autour des PEA et fonctionnel	<p>Un arrêté ministériel met en place les cadres de concertation et leur mécanisme de fonctionnement</p> <p>Au moins une réunion de cadre de concertation tenue dans 5 PEA</p>
1.2.4 Analyser les opportunités de réformes juridiques concernant les model	Les reforme juridique concernant le cadre de concertation proposé au ministère en charge de forêt et prise en charge par le Ministre	Des recommandations juridiques sont soumises au gouvernement de la RCA pour élaborer des dispositions sur les cadres de concertation multi-acteurs

Domaine d'activité 2.3	<i>Mesurer les succès</i>	
	Résultats à atteindre (effet direct)	Indicateur d'effets direct
Genre et gouvernance forestière	Les femmes participent et sont représentées dans les instances de prise de décisions aux niveaux national et local et leurs intérêts sont pris en compte dans les lois et dans la gouvernance locale	La représentation des femmes a augmenté dans les instances de gestion des ressources naturelles au niveau communautaire
Activités	Output	Indicateur d'output
2.3.1 Faire participer les femmes aux rencontres nationales	Un quota est défini pour la représentation des femmes à des rencontres au niveau national	La participation des femmes dans les processus de prise de décisions et de réformes a augmenté d'au moins 10% par rapport au quota national de 30% d'ici la fin 2022
2.3.2 Élaborer des documents de plaidoyer sur les réformes en cours et la capitalisation des bonnes pratiques des femmes en lien avec gestion forestière et genre	Les bonnes pratiques des femmes en lien avec gestion forestière et des problèmes liés aux relations hommes/femmes (« genre ») sont prise en compte dans le reformes en cours	Au moins 2 documents élaborés sur les ressources forestières, foncières, intégré les bonnes pratiques des femmes comme recommandation.
2.3.3 Renforcer les capacités des femmes (et les hommes) en matière de genre, tenure et gouvernance	Les femmes (et les hommes) sont formées sur les problèmes liés aux relations hommes /femmes (« genre »), tenure et gouvernance	Un pool de 20 femmes formées sur le Genre, droits des femmes, et gouvernance forestière est intégré dans la plateforme (GDRNE)

Axe stratégique 3 : **Autonomisation des CLA**

Objectif 3 : **Amener les CLA et en particulier les femmes à subvenir à leur besoin et à s'organiser pour la Gestion Durable de leurs Ressources Naturelles.**

Domaine d'activité 3.1	<i>Mesurer les succès</i>	
	Résultats à atteindre (effet direct)	Indicateur d'effets direct
Appui aux initiatives communautaires	des produits forestiers non ligneux sont valorisés par les CLA	Au moins 5 filières des PFNL sont valorisées économiquement par les CLA
Activités	Output	Indicateur d'output
3.1.1 Identifier des PFNL et les filières de valorisation au niveau local par les CLA	<ul style="list-style-type: none"> - Une liste de PNFL ainsi que la filière de valorisation au niveau local disponible - Un plan d'action élaboré pour la mise en valeur des PFN identifié 	- Au moins une étude sur la valorisation des PNF par les CLA disponible d'ici 2022
3.1.2. Appuyer les CLA dans la mise en œuvre des 3 activités prioritaires d'atténuation des pressions sur les ressources forestière	Les revenus des CLA ont augmentés et dépendent de moins en moins des ressources forestières	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 50% des CLA ciblé ont vu leur revenu augmenté d'ici fin 2022, - Au moins 25% de CLA dans la zone cible ne dépendent pas à 100% des ressources forestière pour subvenir à leur besoin d'ici 2022

Domaine d'activité 3.2	<i>Mesurer les succès</i>	
	Résultats à atteindre (effet direct)	Indicateur d'effets direct
Micro- crédit (sécurisation des revenus)	Les CLA dispose un mécanisme de sécurisation de leur revenu	Dans les zones cibles, au moins un mécanisme de sécurisation crée
Activités	Output	Indicateur d'output
3.2.1 Créer une caisse communautaire d'épargne	Une caisse communautaire est créée pour inciter des CLA à l'épargne	Au moins 60 % des CLA adhère au CCE (caisse communautaire. d'épargne)
3.2.2. Accompagner les communautés à l'épargne	Des mécanismes de transparence dans la gestion des CCE mise en place pour assurer la durabilité de l'épargne	Au moins 10 caisses communautaires accompagnées répondent aux exigences des structures de micro-finance d'ici 2022

Axe stratégique 4 : **Renforcement de Capacité Interne**

Objectif 4 : **Permettre à l'I3D de Disposer le moyen pour la mise en œuvre de sa mission**

Domaine d'activité 4.1	<i>Mesurer les succès</i>	
	Résultats à atteindre (effet direct)	Indicateur d'effets direct
Renforcement institutionnel et organisationnel d'I3D		
Activités	Output	Indicateur d'output
1.2.1 Former continue du personnel	Un plan de formation disponible et répondent aux besoins du personnel	Au moins 10 formations exécutées d'ici 2022
1.2.2 Opérationnaliser des outils et organe de fonctionnement de l'I3D	Le manuel et les documents statutaires appliqués à tous les niveaux	au moins deux audit externe organisés d'ici 2022

5. Estimations budgétaires par projet

Projets	Montant en F CFA	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
Enregistrement des naissances et des enfants non déclarés dans la commune de Nola et Bayanga	35 000 000				
Promotion des Droits et Devoirs des communautés locales et autochtones dans les zones forestières du sud-ouest	70 000 000				
mobilisation des femmes pour leur participation et leur représentation dans les instances politiques	57 000 000				
Appui à l'éducation citoyenne et la dignité Humaine dans la Mamberé Kadei et sangha Mbaéré	87 500 000				
Appui à l'éducation civique et à la citoyenneté en vue de la consolidation de paix dans Lobaye	43 000 000				
Appui à la reconversion des anciens scieurs illégaux du bois dans la préfecture de l'OMBELLA-MPOKO et de la Lobaye	250 000 000				
Renforcement de capacités des communautés locales sur les aspects sociaux de l'aménagement et la surveillance des ressources forestière	100 000 000				
Accompagnement social des entreprises forestières dans la mise en œuvre du plan d'aménagement	75 000 000				
Appui à la participation des populations locales et peuples autochtones dans la gouvernance et le partage des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles dans les zones forestières	150 000 000				
Processus multi-acteurs pour la promotion de la gouvernance forestière	200 000 000				
Organisation des communautés en association villageoise de crédit et d'épargne (AVEC)	160 000 000				
Amélioration de couverture en eau et assainissement des écoles et des	90 000 000				

communautés de 4 dans le secteur forêt de la commune de Bimbo					
Promotion de la gouvernance participative dans dix communes forestière	95 000 000				
Renforcement des capacités des OSC en matière d'influence sur les politiques publiques	40 000 000				
Renforcement des capacités de 50 OSC locales en évaluation des besoins, planification, programmation et suivi de projets	70 000 000				
Contrôle citoyen des politiques publiques	25 000 000				
Promotion de la participation politique des jeunes et des femmes	60 000 000				
Renforcement des capacités de l'ONG I3D	40 000 000				
Mise en place et opérationnalisation des organes de l'I3D	5 000 000				

6. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

6.1. Structure de l'I3D

Le nouveau plan stratégique 2018-2022 a une implication sur la structure de l'I3D qui doit être ajustée pour répondre aux nouvelles exigences de l'organisation (cfr. organigramme). Il est en effet indispensable de recruter un nouveau personnel notamment le Directeur Administratif et financier. La mise en œuvre des activités nécessitera aussi un partenariat avec certaine organisation pour la mobilisation des fonds.

6.2. Suivi et évaluation des activités de l'I3D

Il a été reconnu par tous les acteurs importants de l'I3D que le système communication et suivi et évaluation de l'I3D est peu développé et nécessite d'être davantage renforcé. Parallèlement à l'élaboration de ce document, I3D a développé un plan de communication et un système de suivi-évaluation pour accompagner la mise en œuvre de ce plan stratégique.

6.2.1. Système de suivi-évaluation de I3D

Les activités prévues devront être suivies et évaluées de manière systématique afin de mesurer leur impact sur les conditions de vie des ménages cibles et notamment l'atteinte des objectifs de son Plan stratégique 2018-2022.

Un bon système de S&E permet de disposer des informations nécessaires pour:

- Suivre l'état d'avancement des réalisations physiques et budgétaires;
- Evaluer les progrès réalisés et les effets induits (prévus ou non, positifs et négatifs);
- Capitaliser les expériences pour identifier les mesures correctives;
- Favoriser une meilleure compréhension et un renforcement des capacités des différents intervenants (avant un transfert potentiel des compétences);
- Signaler à temps les dysfonctionnements dans un souci de renforcer l'impact positif des interventions;
- Faciliter la communication et engager une réflexion critique entre partenaires, afin de prendre les décisions de manière participative et transparente;
- Prendre les bonnes décisions opérationnelles en temps opportun;
- Orienter la stratégie d'intervention pour atteindre les objectifs visés; ainsi que
- Rendre compte devant les différents acteurs de l'atteinte ou non des objectifs en identifiant les responsabilités.

Ainsi, le système de S&E proposé ici est conçu principalement comme un outil indispensable de bonne gestion de l'I3D, permettant de faciliter la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs, et non pas comme un instrument de contrôle des différents acteurs au sein de l'I3D. Ce système a pour but d'aider et guider le personnel de l'I3D, plus particulièrement la Direction exécutive ainsi que toutes les parties prenantes à l'exécution du plan stratégique 2018-2022, à mettre en place un système efficace et participatif, l'alimenter, l'enrichir, l'utiliser et le réviser en fonction des besoins.

I3D doit, grâce à son système de S&E, être capable de fournir à tout moment une information actualisée, pertinente et fiable sur l'état d'avancement de son programme, le niveau de participation des coopératives et sur l'impact des activités en termes d'amélioration des conditions de vie et de satisfaction des ménages membres des coopératives.

Le système de S&E d'une organisation se compose de quatre parties corrélées:

- La conception et la mise en place du système de S&E: déterminer l'information nécessaire, comment la rassembler et l'analyser, préparer un schéma de S&E avec les différents acteurs s'il se veut participatif;
- La mise en œuvre du système: collecter et gérer l'information;
- Les interventions des acteurs et partenaires de l'organisation dans la réflexion critique: analyser et discuter l'information avec les personnes impliquées dans l'exécution des activités;
- La communication des résultats du S&E: établir les rapports et autres modalités de communication des résultats à l'intention des utilisateurs/demandeurs de l'information.

Ainsi, le système de suivi-évaluation de l'I3D reposera essentiellement sur les différents types d'outils suivants:

- Une situation de référence incluant des indicateurs de base permettant d'apprécier les effets produits par la réalisation des activités au niveau des communautés;
- Le cadre logique qui donne un aperçu général de l'intervention de l'I3D ;
- Une programmation mensuelle des activités du personnel et des équipements basés sur les plans d'opérations annuelles ;
- Des fiches de suivi de l'exécution des activités ;
- Des rapports périodiques ;
- Une comptabilité et suivi du budget informatisé basé sur logiciels propres ;
- Des réunions participatives d'auto-évaluation intégrant toutes les parties prenantes à l'I3D (partenaires de l'I3D, administration, bailleurs de fonds...).

Ces différents outils impliqueront la contribution active des parties prenantes de l'I3D tels que: le personnel du programme, les organes dirigeants de l'I3D, les bénéficiaires, les autorités locales, les services techniques déconcentrés, etc. afin de satisfaire les besoins en informations des différents décideurs (bailleurs, bénéficiaires, prestataires de services et autorités locales, etc.).

Le système de Suivi & Evaluation de l'I3D sera organisé autour de **deux principales fonctions**: (i) **le suivi** (et l'évaluation) **des réalisations** techniques et financières par rapport aux prévisions (cf. indicateurs de résultats), et (ii) **l'évaluation de l'impact** des activités mises en œuvre par rapport aux objectifs spécifique et global visés par I3D (cf. indicateurs retenus à ces niveaux).

La première fonction constitue une activité interne à I3D fournissant des informations sur les performances, les réalisations et les effets directs des moyens engagés. Elle relèvera de la responsabilité des différents responsables de l'I3D.

La seconde sera également menée par I3D (auto-évaluation), mais sera également entreprise de manière externe et ponctuelle par une personnalité indépendante habilitée. La

complémentarité des informations fournies par ces deux fonctions permettra d'appuyer la Secrétariat Exécutif de l'I3D dans sa gestion quotidienne.

6.2.2. Les principes de base du système de S&E de l'I3D

L'ampleur (complexité et la diversité) des activités de l'I3D dans son ensemble nécessite un mécanisme de S&E adapté et à la hauteur de ses ambitions, tout en restant simple, participatif et à la portée de tous. Les principes de base sur lesquels est fondée la mise en œuvre de l'I3D (c'est-à-dire l'approche participative axée sur la responsabilisation des membres de l'I3D, l'information et la communication, le renforcement des capacités, l'impact et la durabilité) devront également être des piliers du système de S&E de l'I3D. Aussi, toutes les différentes parties prenantes de l'exécution seront impliquées à un certain stade de la collecte, de l'analyse, et/ou de la dissémination des données/informations.

Des formations seront dispensées, ainsi que des consultations/plateformes de discussions organisées pour partager et commenter les résultats et en tirer les enseignements qui permettront de prendre les décisions les plus appropriées pour une gestion de l'I3D orientée vers l'impact. Le souci de transparence, la fluidité/continuité de la communication et la facilité d'accès à un flux d'informations fiables et à jour, ainsi que le caractère participatif de la prise de décision, à tous les stades de l'évaluation et à tous les niveaux (local et national), sont des impératifs qui permettront d'augmenter la crédibilité, la qualité de l'information, la Direction exécutive des actions, la bonne gouvernance, de même que faciliter le consensus et l'appropriation des résultats, des conclusions et des recommandations par les responsables de leur application.

6.2.3. Les besoins en informations des différentes parties prenantes

L'exécution du programme de l'I3D mobilise un nombre important d'acteurs (les bailleurs de fonds, la Direction Exécutive de l'I3D, les partenaires de l'I3D, les autorités locales, etc.) impliqués de manière plus ou moins directe et continue, avec des besoins spécifiques en matière d'informations, selon des fréquences et des formes différentes, et donc une motivation variable quant au suivi-évaluation.

Le système devra être attentif à ne mesurer que les informations réellement utiles (on ne peut pas tout mesurer par manque de capacité pour ensuite exploiter toutes les données, "trop d'informations tue l'information"). Seules seront considérées les informations permettant l'atteinte des objectifs fixés, soit les indicateurs retenus dans le cadre logique.

Il importera dans un premier temps de s'assurer que toutes les parties prenantes de l'I3D ont la même compréhension des objectifs et de l'approche de l'I3D. Ceci permettra par la suite de mieux mesurer les progrès dans le cadre du système de Suivi & Evaluation sur base d'une compréhension commune.

6.2.4. La collecte des données

La collecte des données sera continue même si ponctuée par des échéances précises. Elle sera effectuée à tous les niveaux, au moyen d'outils variés, et adaptés aux besoins et niveau de capacités des différents acteurs. La fiabilité, la pertinence et l'utilité des données collectées devront donc être les valeurs clés régissant l'ensemble du système de Suivi & Evaluation de l'I3D.

Etude de base

Une première activité essentielle pour I3D dans la mise en place du système de Suivi & Evaluation correspond à la réalisation d'une situation de référence dans sa zone d'intervention qui pourra être effectuée en collaboration avec les prestataires de services de proximité à travers une enquête socio-économique pour déterminer les indicateurs de base. Cette enquête portera sur le niveau socio-économique et conditions de vie du ménage, propriété foncière et mode d'exploitation, production agricole, élevage, disponibilité alimentaire et sécurité nutritionnelle, accès aux services de base, sources de revenus et principaux postes d'utilisation.

Auto évaluation annuelle

Des séances d'auto évaluation annuelle devront être menées chaque année avant l'étude d'évaluation du plan stratégique 2018-2022 prévue fin 2022. La revue des indicateurs et des valeurs cibles pourra donc être effectuée parallèlement à l'examen du cadre logique et des réorientations pourront être envisagées si nécessaire. Les conclusions de l'évaluation de ce plan stratégique permettront de tirer les enseignements utiles à l'élaboration d'un nouveau programme de l'I3D.

6.2.5. La saisie et le stockage des données

Les informations collectées seront saisies, analysées, stockées et centralisées au niveau de la Direction Exécutive de l'I3D. Ces données seront traitées, synthétisées et exploitées dans les rapports d'avancement trimestriels, semestriels et annuels pour en tirer des enseignements utiles pour orienter la préparation de chaque nouveau planning opérationnel de l'I3D.

Même si les données brutes sont collectées sur papier, elles seront ensuite informatisées de manière à être traitées et exploitées plus aisément et rapidement, conservées de manière plus sûre, facilement accessible, en occupant un minimum d'espace. Le système de Suivi & Evaluation de l'I3D sera constitué de deux principales bases de données: une première pour le suivi technico-financier des activités, et une seconde pour l'évaluation de l'impact. I3D veillera à la mise en place de logiciels adaptés aux caractéristiques de l'I3D et aux paramètres qui devront être suivis et évalués. I3D pourvoira à l'organisation d'une formation en suivi et évaluation pour son équipe du bureau de Direction Exécutif pour qu'elle soit à la hauteur des exigences du système.

6.2.6. La réflexion et l'analyse critiques

Les informations collectées et mises en forme/informatisées devront être interprétées de manière critique afin d'obtenir une idée objective de l'état d'avancement du programme de l'I3D, de la qualité de l'exécution, du niveau de participation des coopératives membres ainsi que permettre de vérifier que l'orientation prise permette bien l'atteinte des objectifs et donc d'améliorer la mise en œuvre du programme dans son ensemble. Comme les autres étapes du processus de suivi et d'évaluation, l'analyse critique devra être effectuée de manière participative, avec les principales parties prenantes de l'I3D.

Les réunions statutaires et autres séances (missions de supervision sur terrain, auto-évaluation, etc.) devront constituer des moments clé pour encourager la réflexion critique au sein des parties prenantes à l'exécution du programme de l'I3D.

6.2.7. La restitution, le partage des connaissances et le reportage

La communication des résultats du Suivi & Evaluation constitue une étape importante du système. Pour respecter son obligation de rendre compte, I3D devra rédiger des rapports à l'intention des bailleurs de fonds et autres partenaires qui devront être analytiques, objectifs (bons et mauvais résultats). La fréquence de ces rapports est définie et variable selon les destinataires. La restitution/communication des résultats devra être réalisée suivant des fréquences préétablies et sous des formes variées, adaptées aux besoins d'information et au niveau des utilisateurs de l'information, qu'ils aient contribué ou non à la collecte.

Il s'agira notamment des séances d'animation au niveau des coopératives, rapports d'avancement trimestriels, semestriels et annuels, des rapports d'évaluation, rapports d'audit annuels destinés aux bailleurs de fonds et autres partenaires dès la première année d'exécution du programme.

Une fois les informations restituées et débattues avec les différents acteurs impliqués, il reste à prendre les bonnes décisions pour maintenir l'orientation de l'I3D vers l'impact recherché.

7. les parties prenantes

Les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont principalement les CLA du Sud-Ouest de la RCA et celles de l'Ompella-M'poko. Ils sont constitués des jeunes (hommes et femmes). Au total 2.000 personnes sont considérées de manière directe et plus de 5.000 de manière indirecte.

L'administration locale : les administration decetralisées, les chef de villages, chef de groupes les ONGs locales et autres institution

Les partenaires techniques : Well-Grounded, WWF, NED, UE, Rainforest Foundation UK, FAO et UNICEF. Et autres partenaires travaillant dans le domaine de gouvernance des ressources naturelles et droits humains.